

c. V-1.1, r. 19

**RÈGLEMENT 45-101 SUR LES PLACEMENTS DE DROITS DE SOUSCRIPTION,
D'ÉCHANGE OU DE CONVERSION**

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1)

PARTIE 1 DÉFINITIONS, INTERPRÉTATION ET APPLICATION

1.1. Définitions

Dans le présent règlement, on entend par:

«autorité responsable»:

a) dans tous les territoires, à l'exception de la Colombie-Britannique et de l'Alberta, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable;

b) en Colombie-Britannique et en Alberta, l'agent responsable²;

«catégorie»: inclut toute série d'une catégorie de titres;

¹ Un Règlement de définition a été adopté sous le titre de Règlement 14-101 sur les définitions (c. V-1.1, r. 3). Ce règlement contient les définitions de certains termes utilisés dans plus d'un règlement. Il dispose qu'un terme ou une expression utilisé dans un règlement et défini dans la loi sur les valeurs mobilières du territoire intéressé, sans que cette définition soit limitée à une partie déterminée de cette loi, doit s'entendre au sens attribué par celle-ci. Ce règlement prévoit également qu'une disposition d'un règlement faisant nommément référence à un territoire autre que le territoire intéressé est sans effet dans le territoire intéressé, à moins d'indication contraire dans le règlement.

² Dans certains territoires, soit la Colombie-Britannique et l'Alberta, c'est l'agent responsable et non l'autorité en valeurs mobilières qui a le pouvoir de s'opposer à ce qu'un placement de droits soit effectué sous le régime de la dispense de prospectus relative à un placement de droits. Selon le Règlement 14-101 sur les définitions (c. V-1.1, r. 3), le terme «autorité en valeurs mobilières» désigne, dans le territoire intéressé, la commission des valeurs mobilières ou l'organisme de réglementation analogue indiqué vis-à-vis du territoire en question dans une annexe de cette norme; le terme «agent responsable» est également défini dans cette norme et désigne, dans un territoire, la personne dont le nom est indiqué en regard du territoire en question dans une annexe de cette norme.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

«chef de file»: un courtier qui a conclu avec un émetteur une entente en vertu de laquelle il a convenu d'organiser la sollicitation de l'exercice de droits émis par l'émetteur, et d'y participer;

«cours»: pour les titres d'une catégorie pour laquelle il existe un marché publié un jour donné:

a) sous réserve des dispositions du paragraphe b):

i) si le marché publié donne le cours de clôture, la moyenne simple du cours de clôture des titres de cette catégorie sur le marché publié, pour chaque jour de Bourse se terminant sur un cours de clôture qui ne tombe pas plus de 20 jours de Bourse avant la date de détermination du cours;

ii) si le marché publié ne donne pas de cours de clôture, mais uniquement le cours le plus haut et le cours le plus bas des titres négociés, la moyenne des moyennes simples entre le cours le plus haut et le cours le plus bas des titres de la catégorie sur le marché publié pour chaque jour où il y a eu de tels cours qui ne tombe pas plus de 20 jours de Bourse avant la date de détermination du cours;

b) si des titres de la catégorie ont été négociés sur le marché publié pendant moins de 10 jours sur les 20 derniers jours de bourse, la moyenne des montants suivants établie pour chacun des 20 derniers jours de bourse précédant la date de détermination du cours s'établit comme suit:

1. la moyenne du cours acheteur de clôture et du cours vendeur de clôture pour chaque jour où il y a eu négociation;

2. si le marché publié, selon le cas:

i) donne un cours de clôture pour les titres de la catégorie pour chaque jour où il y a eu négociation, le cours de clôture;

ii) donne uniquement le cours le plus haut et le cours le plus bas des titres de la catégorie, la moyenne entre ces cours pour chaque jour où il y a eu négociation;

«courtier démarcheur»: personne dont l'intérêt dans un placement de droits se résume à participer à la sollicitation de l'exercice de droits par les porteurs de droits;

«date d'acceptation»:

i) soit la date qui tombe 10 jours après la date à laquelle l'émetteur a remis l'avis indiqué dans la dispense de prospectus relative à un placement de droits;

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

ii) soit, si l'autorité responsable s'est opposée au placement de droits en vertu de la dispense de prospectus relative à un placement de droits, la date à laquelle l'autorité responsable avise par écrit l'émetteur qu'elle ne s'oppose plus à l'utilisation de la dispense de prospectus relative à un placement de droits;

«dispense de prospectus relative à un placement de droits»: dispense de l'exigence de prospectus³ prévue dans la législation en valeurs mobilières pour les placements de droits;

«dispense d'inscription relative à un placement de droits»: dispense de l'exigence d'inscription prévue dans la législation en valeurs mobilières pour les placements de droits;

«engagement de souscription»: accord dans le cadre duquel une personne s'engage à acquérir les titres de l'émetteur de droits qui ne sont pas émis en application du privilège de souscription de base ni du privilège de souscription additionnelle offert aux termes d'un placement de droits;

«marché publié»: pour une catégorie de titres, un marché sur lequel les titres de cette catégorie ont été négociés et qui en diffuse régulièrement le cours dans une publication à grand tirage et à diffusion payée ou par un moyen électronique d'accès général;

«placement de droits»: l'émission, par un émetteur, à l'intention des porteurs existants, d'un droit d'acheter des titres additionnels émis par l'émetteur;

«privilège de souscription additionnelle»: droit accordé au porteur d'un droit, de souscrire des titres non souscrits en application d'un privilège de souscription de base;

«privilège de souscription de base»: droit de souscrire le nombre de titres indiqué dans l'attestation représentant les droits détenus par le porteur de ce certificat;

«prix de souscription»: prix par titre auquel les titres pouvant être émis à l'exercice de droits peuvent être souscrits aux termes d'un placement de droits.

³ D'après le Règlement 14-101 sur les définitions (c. V-1.1, r. 3), le terme «exigence de prospectus» s'entend de «l'exigence prévue à la législation en valeurs mobilières qui interdit à une personne le placement d'une valeur à moins d'avoir déposé un prospectus provisoire et obtenu le visa y afférent»; le terme «législation en valeurs mobilières» est défini dans le Règlement 14-101 sur les définitions comme la loi et les dispositions législatives du territoire intéressé qui sont énumérés à l'annexe de ce règlement, qui comprennent habituellement la loi, le règlement et, parfois, des règles, des décisions, des ordonnances et des annexes se rapportant aux valeurs mobilières dans le territoire intéressé; et le terme «territoire intéressé» désigne, «dans un règlement adopté par une autorité canadienne en valeurs mobilières, le territoire dans lequel se trouve cette autorité».

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

Décision 2001-C-0247, a. 1.1; A.M. 2005-17, a. 5; A.M. 2005-22, a. 1; A.M. 2008-06, a. 3.

EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

1.2. *Interprétation*

Pour l'application de la définition du terme «cours», s'il existe plus d'un marché publié pour un titre

a) *si seulement un marché publié se trouve au Canada, le cours est fixé uniquement par rapport à celui-ci;*

b) *s'il existe plus d'un marché publié au Canada, le cours est fixé uniquement par rapport au marché publié au Canada sur lequel le plus gros volume d'opérations pour la catégorie donnée de titres a été enregistré pendant les 20 jours de bourse précédant immédiatement la date à laquelle le cours est fixé;*

c) *s'il n'existe aucun marché publié au Canada, le cours est calculé uniquement par rapport au marché publié sur lequel le plus gros volume d'opérations pour la catégorie donnée de titres a été enregistré pendant les 20 jours de bourse précédant immédiatement la date à laquelle le cours est fixé.*

Décision 2001-C-0247, a. 1.2.

1.3. *Application*

Le présent règlement s'applique à l'émetteur qui, au moyen d'un placement de droits, négocie ses propres titres dans un territoire intéressé auprès de propriétaires véritables de ses titres⁴.

Décision 2001-C-0247, a. 1.3; A.M. 2005-17, a. 5.

PARTIE 2 RETRAIT DE LA DISPENSE DE PROSPECTUS RELATIVE À UN PLACEMENT DE DROITS

2.1. *Généralités*

L'émetteur ne peut se prévaloir d'une dispense de prospectus relative à un placement de droits que dans le cas où l'émetteur et le placement de droits respectent les exigences des parties 3, 5, 6, 7 et 8 du présent règlement.

Décision 2001-C-0247, a. 2.1; A.M. 2005-17, a. 5.

⁴ Au sens du Règlement 14-101 sur les définitions (c. V-1.1, r. 3), le terme «territoire» s'entend d'une province ou d'un territoire du Canada, sauf dans l'expression «territoire étranger». Compte tenu de l'usage généralisé des systèmes d'inscription en compte des titres, on a imposé un critère de résidence.

2.2. Placements restreints

La dispense de prospectus relative à un placement de droits sera refusée à l'émetteur dans les cas ci-dessous.

1) *L'émetteur est émetteur assujetti dans un territoire et il y aurait une augmentation de plus de 25% du nombre de titres en circulation de la catégorie devant être émise à l'exercice des droits, ou de leur montant en capital dans le cas d'un titre d'emprunt, qui découlerait de l'exercice de tous les droits émis aux termes du placement de droits et de l'exercice de tout autre droit émis par l'émetteur sous le régime de la dispense de prospectus relative à un placement de droits au cours des 12 mois précédant immédiatement la date d'acceptation.*

2) *L'émetteur a conclu une entente pour rémunérer une personne qui sollicite l'exercice des droits émis aux termes du placement de droits, qui prévoit, pour la sollicitation de l'exercice des droits par les porteurs de droits qui n'étaient pas des porteurs de titres de l'émetteur immédiatement avant le placement de droits, le paiement d'honoraires plus élevés que les honoraires qui sont payables pour la sollicitation de l'exercice de droits par les porteurs de droits qui étaient à ce moment-là des porteurs de titres de l'émetteur.*

3) *Le placement de droits est fait sous condition d'un produit minimal et la période au cours de laquelle les droits peuvent être exercés s'étend sur plus de 45 jours à compter de la date d'acceptation.*

4) *L'émetteur n'est émetteur assujetti dans aucun territoire et la période au cours de laquelle les droits peuvent être exercés s'étend sur plus de 60 jours à compter de la date d'acceptation.*

5) *L'émetteur est émetteur assujetti dans un territoire et la période au cours de laquelle les droits peuvent être exercés s'étend sur plus de 90 jours à compter de la date d'acceptation.*

6) *L'émetteur est émetteur assujetti dans un territoire et la période au cours de laquelle les droits peuvent être exercés s'étend sur moins de 21 jours après la date à laquelle la notice d'offre est envoyée aux porteurs de titres aux termes du paragraphe a de l'article 3.2.*

7) *L'émetteur est émetteur assujetti dans au moins un territoire et n'a pas déposé les états financiers exigés par la législation en valeurs mobilières.*

Décision 2001-C-0247, a. 2.2; A.M. 2008-06, a. 3.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

PARTIE 3 PLACEMENT EN VERTU D'UNE DISPENSE DE PROSPECTUS

3.1. Documents à remettre à l'autorité responsable

1) L'émetteur qui se prévaut de la dispense de prospectus relative à un placement de droits envoie les documents ci-après à l'autorité responsable:

1) Un projet de notice d'offre et sa version définitive établis conformément à l'Annexe 45-101A.

2) Si l'émetteur n'est émetteur assujéti dans aucun territoire, une déclaration, signée au nom de l'émetteur par un membre de sa haute direction et confirmant:

a) que l'émetteur observe les exigences de sa loi constitutive concernant la diffusion d'information auprès de ses porteurs de titres;

b) qu'aucun changement important n'est survenu qu'il n'ait pas signalé par écrit à ses porteurs de titres.

3) Un exemplaire de l'entente intervenue ou prévue entre l'émetteur et le chef de file.

4) Un exemplaire des rapports techniques, attestations et consentements prévus par le Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers (c. V-1.1, r. 15).

5) Le détail de tout autre placement de droits réalisé par l'émetteur dans les 12 mois précédant la date de l'envoi du projet de la notice d'offre à l'autorité responsable.

2) Le projet de notice d'offre peut exclure certains renseignements au sujet du prix de souscription et d'autres questions qui dépendent du prix de souscription.

Décision 2007-C-0247, a. 3.1; A.M. 2005-17, a. 2; A.M. 2011-02, a. 1.

3.2. Documents à remettre aux porteurs de titres

L'émetteur qui est tenu de donner un avis sur le fondement de la dispense de prospectus relative à un placement de droits envoie les documents suivants:

a) à chaque porteur de titres habilité à recevoir des droits aux termes du placement de droits, la notice d'offre à laquelle l'autorité responsable n'a pas fait opposition ou dont elle a confirmé l'acceptation;

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

b) à chaque porteur de titres habilité à recevoir des droits aux termes du placement de droits et à chaque porteur de droits inscrit, un exemplaire de la modification visée à l'article 3.3;

Décision 2001-C-0247, a. 3.2.

3.3. Modifications

1) L'émetteur qui a envoyé aux porteurs de ses titres une notice d'offre en application du paragraphe a de l'article 3.2 peut modifier cette notice d'offre pour mettre à jour l'information qu'elle contient, en envoyant à l'autorité responsable le projet de modification de la notice d'offre et sa version définitive ou le projet de notice modifiée et sa version définitive soulignés là où des changements ont été apportés par rapport à la notice d'offre déposée auparavant⁵.

2) Nonobstant le paragraphe 1, après la date d'acceptation, l'émetteur ne peut modifier la notice d'offre pour changer les modalités du placement de droits.

Décision 2001-C-0247, a. 3.3.

PARTIE 4 PLACEMENT AU MOYEN D'UN PROSPECTUS

4.1. Utilisation de la dispense d'inscription

L'émetteur qui dépose un prospectus relatif à un placement de droits et qui compte se prévaloir de la dispense d'inscription relative à un placement de droits indique son intention d'utiliser la dispense dans une lettre remise au moment du dépôt du prospectus provisoire.

Décision 2001-C-0247, a. 4.1.

4.2. Prospectus

L'émetteur ne peut déposer un prospectus pour un placement de droits, à moins que:

a) le prospectus ne vise non seulement le placement de droits mais aussi le placement des titres à émettre à l'exercice des droits;

⁵ Au Québec, la modification d'une notice d'offre est requise si un changement important survient après son acceptation.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

b) le chef de file, le cas échéant, n'ait signé l'attestation du placeur contenue dans le prospectus;

c) si l'émetteur est un émetteur assujéti, la période pendant laquelle les droits peuvent être exercés ne se poursuit pendant au moins 21 jours après la date à laquelle le prospectus est envoyé aux porteurs de titres.

Décision 2001-C-0247, a. 4.2.

4.3. Respect du règlement

L'émetteur ne peut déposer de prospectus ni de modification à un prospectus visant un placement de droits que s'il observe les exigences prévues aux parties 5, 6, 7 et 8 et que le placement de droits est conforme à ces exigences.

Décision 2001-C-0247, a. 4.3.

4.4. Modification

L'émetteur ne peut déposer une modification à un prospectus visant un placement de droits pour modifier les conditions de ce placement.

Décision 2001-C-0247, a. 4.4.

PARTIE 5 SOUSCRIPTION PAR DES INITIÉS

5.1. Souscription par des initiés

1) S'il n'existe aucun marché publié pour les titres de la catégorie de titres pouvant être émis à l'exercice des droits ou si le prix de souscription est supérieur au cours, les initiés à l'égard de l'émetteur ne sont pas autorisés à augmenter la part proportionnelle de titres de l'émetteur qu'ils détiennent, que ce soit au moyen de l'exercice des droits en question ou au moyen d'un engagement de souscription.

2) Le paragraphe 1 ne s'applique pas s'il n'existe aucun marché publié et si l'émetteur, au moment où il envoie à l'autorité responsable la version définitive de la notice d'offre ou le prospectus relatif au placement de droits en application desquels les droits seront émis, lui confirme par avis écrit que le prix de souscription pour les titres pouvant être émis à l'exercice des droits ne dépasse pas la juste valeur des titres la veille de la date à laquelle le prix de souscription est établi.

Décision 2001-C-0247, a. 5.1.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

PARTIE 6 ENGAGEMENT DE SOUSCRIPTION

6.1. Engagement de souscription

Si un placement de droits est assorti d'un engagement de souscription, l'émetteur, au moment d'envoyer la version définitive de la notice d'offre ou le prospectus relatif à un placement de droits, remet à l'autorité responsable une preuve que la personne qui s'engage à souscrire a la capacité financière de respecter son engagement.

Décision 2001-C-0247, a. 6.1; A.M. 2008-06, a. 3.

PARTIE 7 PRIVILÈGE DE SOUSCRIPTION ADDITIONNELLE

7.1. Privilège de souscription additionnelle

L'émetteur ne peut pas accorder de privilège de souscription additionnelle au porteur d'un droit sans l'accorder aussi à tous les autres porteurs de droits.

Décision 2001-C-0247, a. 7.1.

7.2. Engagement de souscription

Si un placement de droits est assorti d'un engagement de souscription, l'émetteur accorde un privilège de souscription additionnelle à tous les porteurs de droits.

Décision 2001-C-0247, a. 7.2.

7.3. Nombre ou valeur des titres

1) En application d'un privilège de souscription additionnelle, chaque porteur d'un droit est habilité à recevoir, à l'exercice du privilège de souscription additionnelle, un nombre ou une valeur de titres égal au moindre:

a) du nombre ou de la valeur des titres souscrits par le porteur en application du privilège de souscription additionnelle;

b) ou de $x(y/z)$, où

x = le nombre total ou la valeur totale des titres émis à l'exercice des droits non exercés;

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

y = le nombre de droits déjà exercés par le porteur aux termes du placement de droits;

z = le nombre total de droits déjà exercés aux termes du placement de droits par les porteurs de droits qui ont souscrit des titres en application du privilège de souscription additionnelle.

2) *Les droits non exercés sont répartis au prorata entre les porteurs ayant souscrits des titres additionnels, d'après le privilège de souscription additionnelle, jusqu'à concurrence du nombre de titres souscrits par chaque porteur en particulier.*

Décision 2001-C-0247, a. 7.3.

7.4. Prix des titres

Le prix de souscription en application d'un privilège de souscription additionnelle ou d'un engagement de souscription est identique au prix de souscription en application du privilège de souscription de base.

Décision 2001-C-0247, a. 7.4.

PARTIE 8 NOMINATION DU DÉPOSITAIRE

8.1. Dépositaire

1) *Sous réserve de l'article 8.2, l'émetteur assujéti qui a indiqué, dans une notice d'offre ou un prospectus relatif à un placement de droits, qu'il n'émettrait aucun titre à l'exercice des droits à moins d'avoir retiré du placement de droits un produit au moins égal au montant minimal fixé, nomme l'une des personnes suivantes pour agir à titre de dépositaire de tous les fonds reçus à l'exercice des droits, jusqu'à ce que le montant minimal fixé ait été atteint ou que les fonds réunis aient été remboursés conformément à l'entente visée à l'article 8.2:*

1. *une institution financière canadienne⁶);*

2. *une personne inscrite dans le territoire dans lequel les fonds doivent être détenus, qui agit comme chef de file dans le cadre du placement de droits ou, en l'absence de chef de file, comme courtier démarcheur.*

⁶ Selon le Règlement 14-101 sur les définitions (c. V-1.1, r. 3), le terme «institution financière canadienne» désigne «une banque, une société de prêts, une société de fiducie, une société d'assurances, une caisse d'épargne (*treasury branch*), une caisse de crédit ou une caisse populaire autorisée à exercer son activité au Canada ou dans un territoire, ou la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec».

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

2) *L'émetteur indique dans la notice d'offre ou le prospectus relatif à un placement de droits l'identité du dépositaire nommé aux termes du paragraphe 1.*

Décision 2001-C-0247, a. 8.1.

8.2. Remise des fonds détenus par le dépositaire

L'entente conclue entre le dépositaire et l'émetteur en vertu de laquelle le dépositaire visé à l'article 8.1 est nommé donne l'assurance que, si le dépositaire ne reçoit pas le montant minimal indiqué à l'article 8.1 à l'expiration de la période au cours de laquelle les droits peuvent être exercés, les fonds qu'il détient seront remboursés intégralement aux porteurs de droits qui ont souscrit des titres aux termes du placement de droits

Décision 2001-C-0247, a. 8.2.

PARTIE 9 DÉCLARATIONS D'INSCRIPTION À LA COTE

9.1. Déclarations d'inscription à la cote

L'acceptation de la notice d'offre ou l'octroi du visa du prospectus par l'autorité responsable ou sa non-opposition à la notice fait foi de l'autorisation écrite de celle-ci à ce qu'une déclaration quant à l'inscription à la cote, qui n'est pas par ailleurs permise par la législation en valeurs mobilières, figure dans la notice d'offre ou le prospectus.

Décision 2001-C-0247, a. 9.1.

PARTIE 10 DISPENSE

10.1. Le critère du lien

1) *Les parties 2, 3, 5, 6, 7 et 8 ne s'appliquent pas à l'émetteur qui fait un placement de droits dans les cas suivants:*

a) *il a pu déterminer après une enquête raisonnable que :*

i) *le nombre de propriétaires véritables de la catégorie pour laquelle les droits sont émis, qui résident au Canada, représente moins de 10% de tous les porteurs de cette catégorie;*

ii) *le nombre de titres de l'émetteur de la catégorie pour laquelle les droits sont émis, détenus en propriété véritable par des porteurs qui résident au Canada, représente au total moins de 10% des titres en circulation de cette catégorie;*

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

iii) le nombre de propriétaires véritables de titres de la catégorie pour laquelle les droits sont émis, qui résident dans le territoire intéressé, représente moins de 5% de tous les porteurs de cette catégorie;

iv) le nombre de titres de l'émetteur de la catégorie pour laquelle les droits sont émis, détenus en propriété véritable par des porteurs qui résident dans le territoire intéressé, représente au total moins de 5% des titres en circulation de cette catégorie;

b) tous les documents envoyés à tout autre porteur de titres dans le cadre du placement de droits sont envoyés simultanément à l'autorité responsable et à chaque porteur de titres de l'émetteur qui réside dans le territoire intéressé.

2) L'émetteur qui se prévaut de la dispense prévue au paragraphe 1 en avise par écrit l'autorité responsable et lui envoie l'attestation d'un de ses dirigeants ou de ses administrateurs, ou, si l'émetteur est une société en commandite, d'un dirigeant ou d'un administrateur de son commandite, ou, si l'émetteur est une fiducie, d'un fiduciaire, d'un dirigeant ou d'un administrateur d'un de ses fiduciaires, indiquant qu'à la connaissance du signataire de l'attestation, après enquête raisonnable:

a) le nombre de porteurs véritables de la catégorie pour laquelle les droits sont émis qui résident au Canada constitue moins de 10% de tous les porteurs de cette catégorie;

b) le nombre de titres de l'émetteur de la catégorie pour laquelle les droits sont émis et détenus en propriété véritable par les porteurs de titres qui résident au Canada constitue moins de 10% des titres en circulation de cette catégorie;

c) le nombre de porteurs véritables de la catégorie pour laquelle les droits sont émis qui résident dans le territoire intéressé constitue moins de 5% de tous les porteurs de cette catégorie;

d) le nombre de titres de l'émetteur de la catégorie pour laquelle les droits sont émis et détenus en propriété véritable par les porteurs de titres qui résident dans le territoire intéressé constitue moins de 5% des titres en circulation de cette catégorie.

Décision 2001-C-0247, a. 10.1; A.M. 2008-06, a. 1.

10.2. Dispense

1) L'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense totale ou partielle de l'application du présent règlement, sous réserve des conditions ou restrictions imposées dans la dispense.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

2) Malgré le paragraphe 1, en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.

Décision 2001-C-0247, a. 10.2; A.M. 2005-17, a. 5.

10.3. Preuve de la dispense

Sans limiter le mode d'attestation de la dispense prévue à l'article 10.2, le visa du prospectus ou l'acceptation de la notice d'offre par l'autorité responsable ou sa non-opposition à la notice fait foi de l'octroi de la dispense dans les cas suivants:

a) la personne qui a demandé la dispense a remis à l'agent responsable au plus tard à la date à laquelle le prospectus provisoire ou le projet de notice d'offre a été envoyé à l'autorité responsable, une lettre ou une note portant sur les questions qui ont trait à la demande de dispense et indiquant les raisons pour lesquelles l'octroi de la dispense mérite considération;

b) l'agent responsable n'a pas envoyé d'avis écrit à l'effet contraire à la personne qui a demandé la dispense au plus tard avant l'octroi du visa relatif au prospectus ou l'acceptation de la notice d'offre par l'autorité responsable, ou sa non-opposition à la notice.

Décision 2001-C-0247, a. 10.3; A.M. 2008-06, a. 3.

PARTIE 11 (Abrogée)

Décision 2001-C-0247, Ptie 11; A.M. 2005-17, a. 3.

11.1. (Abrogé).

Décision 2001-C-0247, a. 11.1; A.M. 2005-17, a. 3.

PARTIE 12 NOTES DE BAS DE PAGE

12.1. Notes de bas de page

Les notes de bas de page suivantes font partie intégrante du présent règlement:

1. Un règlement de définition a été adoptée sous le titre de Règlement 14-101 sur les définitions (c. V-1.1, r. 3). Ce règlement contient les définitions de certains termes utilisés dans plus d'un règlement. Il dispose qu'un terme ou une expression utilisé dans un règlement et défini dans la loi sur les valeurs mobilières du territoire intéressé, sans que cette définition soit limitée à une partie déterminée de cette loi, doit s'entendre au sens attribué par celle-ci. Ce règlement prévoit également qu'une disposition d'un

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

règlement faisant nommément référence à un territoire autre que le territoire intéressé est sans effet dans le territoire intéressé, à moins d'indication contraire dans le règlement.

2. Dans certains territoires, soit la Colombie-Britannique et l'Alberta, c'est l'agent responsable et non l'autorité en valeurs mobilières qui a le pouvoir de s'opposer à ce qu'un placement de droits soit effectué sous le régime de la dispense de prospectus relative à un placement de droits. Selon le Règlement 14-101 sur les définitions, le terme «autorité en valeurs mobilières» désigne, dans le territoire intéressé, la commission des valeurs mobilières ou l'organisme de réglementation analogue indiqué vis-à-vis du territoire en question dans une annexe de ce règlement; le terme «agent responsable» est également défini dans ce règlement et désigne, dans un territoire, la personne dont le nom est indiqué en regard du territoire en question dans une annexe de ce règlement.

3. D'après le Règlement 14-101 sur les définitions, le terme «exigence de prospectus» s'entend de «l'exigence prévue à la législation en valeurs mobilières qui interdit à une personne le placement d'une valeur à moins d'avoir déposé un prospectus provisoire et obtenu le visa y afférent»; le terme «législation en valeurs mobilières» est défini dans le Règlement 14-101 sur les définitions comme la loi et les dispositions législatives du territoire intéressé qui sont énumérés à l'annexe de ce règlement, qui comprennent habituellement la loi, le règlement et, parfois, des règles, des décisions, des ordonnances et des annexes se rapportant aux valeurs mobilières dans le territoire intéressé; et le terme «territoire intéressé» désigne, «dans un règlement adopté par une autorité canadienne en valeurs mobilières, le territoire dans lequel se trouve cette autorité».

4. Au sens du Règlement 14-101 sur les définitions, le terme «territoire» s'entend d'une province ou d'un territoire du Canada, sauf dans l'expression «territoire étranger». Compte tenu de l'usage généralisé des systèmes d'inscription en compte des titres, on a imposé un critère de résidence.

5. Au Québec, la modification d'une notice d'offre est requise si un changement important survient après son acceptation.

6. Selon le Règlement 14-101 sur les définitions, le terme «institution financière canadienne» désigne «une banque, une société de prêts, une société de fiducie, une société d'assurances, une caisse d'épargne (treasury branch), une caisse de crédit ou une caisse populaire autorisée à exercer son activité au Canada ou dans un territoire, ou la Fédération des caisses Desjardins du Québec».

Décision 2001-C-0247, a. 12.1; A.M. 2005-17, a. 5; A.M. 2008-06, a. 3.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

ANNEXE 45-101A1 INFORMATION REQUISE DANS UNE NOTICE D'OFFRE

La présente annexe indique l'information à fournir en application de l'article 3.1 du Règlement 45-101 sur les placements de droits de souscription (c. V-1.1, r. 19), d'échange ou de conversion.

Rubrique 1 Dénomination sociale de l'émetteur

1.1 Dénomination sociale de l'émetteur

Indiquer la dénomination sociale complète de l'émetteur ainsi que l'adresse de son siège social et de son bureau principal.

Rubrique 2 Sommaire du placement

2.1 Sommaire du placement

À la première page de la notice d'offre, indiquer brièvement ce qui suit:

- i) le nombre de droits;
- ii) la date de clôture des registres;
- iii) l'heure et la date d'expiration du placement;
- iv) le prix de souscription;
- v) le privilège de souscription de base;
- vi) le nombre maximal de titres devant être émis et le produit que l'émetteur doit recevoir, en supposant l'exercice de tous les droits émis aux termes du placement de droits;
- vii) les frais du placement de droits;
- viii) tout engagement de souscription;
- ix) les modalités selon lesquelles tout privilège de souscription additionnelle peut être exercé;
- x) le produit minimal, le cas échéant, qui est la condition du placement de droits.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

INSTRUCTIONS

1. Si les droits doivent être inscrits à la cote d'une bourse, inscrire la mention suivante sur la page de titre:

«Les droits seront inscrits à la cote de la [nom de la Bourse]».

2. Si les titres devant être émis à l'exercice des droits doivent être inscrits à la cote d'une bourse, inscrire la mention suivante sur la page de titre:

«La [nom de la Bourse] a approuvé l'inscription à la cote des [nom des titres] devant être émis à l'exercice des droits».

Rubrique 3 Émetteurs internationaux

3.1 Si l'émetteur est constitué ou prorogé sous le régime des lois d'un territoire étranger ou réside à l'étranger, inscrire la mention suivante sur la page de titre de la notice d'offre de droits ou séparément dans le corps du texte, en ayant soin de donner l'information entre crochets:

«[L'émetteur] est constitué ou prorogé sous le régime des lois d'un territoire étranger ou réside à l'étranger. Bien que l'émetteur ait désigné [nom et adresse de chaque mandataire aux fins de signification] comme mandataire aux fins de signification au/en [indiquer le ou les territoires], il se peut que les investisseurs ne puissent faire exécuter contre lui les jugements rendus au Canada.

3.2 (paragraphe abrogé).

Rubrique 4 Brève description des activités de l'émetteur

4.1 Brève description des activités de l'émetteur

Décrire brièvement les activités que l'émetteur exerce et entend exercer directement ou indirectement par l'entremise de ses filiales.

Rubrique 5 Renseignements concernant les droits et les titres offerts

5.1 Renseignements concernant les droits et les titres offerts

Décrire les principales caractéristiques des droits émis aux termes du placement et des titres devant être émis à l'exercice des droits.

Rubrique 6 Inscription et remise des attestations d'inscription de titres

6.1 Inscription et remise des attestations d'inscription de titres

Donner les renseignements concernant l'inscription et la remise des attestations d'inscription de titres ou d'autres pièces attestant les titres aux porteurs de droits qui exercent leurs droits.

Rubrique 7 Agent des souscriptions, agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres

7.1 Agent des souscriptions, agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres

1) Indiquer la personne nommée agent des souscriptions pour recevoir les souscriptions et les paiements des porteurs de certificats de droits, pour assurer la prestation des services ayant trait à l'exercice et au transfert des droits, et pour donner les renseignements concernant ces arrangements.

2) Indiquer la personne nommée agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres pour les titres devant être émis à l'exercice des droits.

Rubrique 8 Mode d'exercice des droits

8.1 Mode d'exercice des droits

Décrire en détail la façon dont le porteur peut exercer le privilège de souscription de base et tout privilège de souscription additionnel, vendre ou transférer des droits, diviser ou regrouper les droits attestés par un certificat.

INSTRUCTIONS

1. Indiquer les modalités selon lesquelles le porteur d'un certificat de droits peut exercer le privilège de souscription de base et tout privilège de souscription additionnel.

2. Indiquer si le porteur de droits doit envoyer, avec le certificat de droits dûment rempli, le paiement des titres supplémentaires pouvant être émis en application d'un privilège de souscription additionnelle, ou s'il doit attendre que l'émetteur lui donne avis du nombre de titres supplémentaires qui lui sont alloués.

3. Décrire le droit du porteur d'un certificat de droits de vendre ou de transférer ses droits, ou décrire les interdictions de transfert.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

4. Décrire le droit du porteur d'un certificat de droits de diviser les droits représentés par le certificat de droits ou de regrouper ce dernier avec d'autres certificats de droits.

Rubrique 9 Engagement de souscription

9.1 Engagement de souscription

Indiquer la personne qui s'engage à souscrire des titres, le cas échéant. Décrire l'engagement, le cas échéant, et les conditions importantes auxquelles la personne qui s'engage à souscrire des titres peut mettre fin à son engagement.

Rubrique 10 Dépôt du produit entre les mains d'un tiers et dépositaire

10.1 Dépôt du produit entre les mains d'un tiers et dépositaire

Indiquer le dépositaire, le cas échéant, et toutes les dispositions visant le dépôt du produit du placement entre les mains du dépositaire.

Rubrique 11 Chef de file, courtiers démarcheurs et conflits d'intérêt dans le processus de placement d'une valeur

11.1 Chef de file et courtiers démarcheurs

Indiquer le chef de file, le cas échéant, et les courtiers démarcheurs, s'ils sont connus, ainsi que les honoraires qui leurs sont payables.

11.2 Conflits d'intérêt dans le processus de placement d'une valeur

Se conformer au Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs (c. V-1.1, r. 11).

INSTRUCTIONS

Donner toute information concernant les conflits d'intérêts, y compris les conflits d'intérêt dans le processus de placement d'une valeur, conformément à la législation en valeurs mobilières.

Rubrique 12 Intention des initiés d'exercer les droits

12.1 Intention des initiés d'exercer les droits

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

Si l'émetteur a pu déterminer cette information après enquête raisonnable, indiquer les intentions des initiés à l'égard de l'émetteur en ce qui concerne l'exercice des droits émis aux termes de l'offre.

Rubrique 13 Propriété des titres de l'émetteur

13.1 Propriété des titres de l'émetteur

Donner l'information suivante sur toute personne qui, directement ou indirectement, a la propriété véritable de plus de 10% des titres de toute catégorie comportant droit de vote de l'émetteur, ou exerce une emprise sur de tels titres, arrêtée à une date ne tombant pas plus de 30 jours avant la date de la notice d'offre de droits:

- a) son nom ou sa dénomination sociale;*
- b) pour chaque catégorie de titres comportant droit de vote de l'émetteur, le nombre de titres dont elle est propriétaire ou sur lesquels elle exerce une emprise, directement ou indirectement;*
- c) le pourcentage de chaque catégorie de titres comportant droit de vote dont elle est propriétaire ou sur lesquels elle exerce une emprise, directement ou indirectement, à la connaissance de l'émetteur.*

13.2 Changements de propriété

Donner le détail des placements et, s'il est connu d'un administrateur ou d'un haut dirigeant de l'émetteur, le détail des transferts de titres de l'émetteur qui, dans chaque cas, ont influé de façon appréciable sur le contrôle de l'émetteur depuis la fin de son dernier exercice pour lequel des états financiers vérifiés ont été dressés.

Rubrique 14 Emploi du produit

14.1 Emploi du produit

Décrire l'emploi du produit du placement de droits.

INSTRUCTIONS

Indiquer le produit estimatif net et brut du placement de droits, en supposant l'exercice intégral des droits, le montant minimal éventuel requis et l'emploi prévu de ce produit

Rubrique 15 Déclaration quant aux restrictions en matière de revente

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

15.1 Déclaration quant aux restrictions en matière de revente

L'émetteur qui effectue un placement de droits dans plusieurs territoires dans lesquels il existe des restrictions en matière de revente de titres doit inclure dans la notice d'offre de droits, une rubrique intitulée « Déclaration quant aux restrictions en matière de revente », portant une mention indiquant la date à laquelle les droits et les titres sous-jacents deviendront, dans ces territoires, librement négociables et portant que, jusqu'à cette date, ils ne peuvent être revendus qu'au moyen d'un prospectus ou en vertu d'une dispense de prospectus (octroyée uniquement dans des cas exceptionnels).

Rubrique 16 Site Web

16.1 Site Web

Donner l'adresse du site Web de SEDAR et indiquer qu'il est possible d'obtenir les documents d'information continue de l'émetteur sur ce site.

Rubrique 17 Information prospective

17.1. Information prospective

L'information prospective fournie dans la notice d'offre doit être conforme à l'article 4A.2 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue (c. V-1.1, r. 24) et comprendre l'information prévue à l'article 4A.3 de ce règlement. En outre, l'information financière prospective et les perspectives financières, au sens de ce règlement, qui sont présentées dans la notice d'offre doivent être conformes à la partie 4B de ce règlement. Si l'information prospective se rapporte à un émetteur ou à une autre entité qui n'est pas émetteur assujetti, ces articles et cette partie s'appliquent comme si l'émetteur ou l'autre entité avait ce statut.

Décision 2001-C-0247, Ann. 45-101A1; A.M. 2005-17, a. 4; A.M. 2007-09, a. 1; A.M. 2008-06, a. 2 et 3.

Décision 2001-C-0247, 2001-06-12
Bulletin hebdomadaire: 2001-06-22, Vol. XXXII n° 22

Modifications

Décision 2005-PDG-0215, 2005-08-01
Bulletin de l'Autorité: 2005-08-26, Vol. 2 n° 34
A.M. 2005-17, 2005 G.O. 2, 4696

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015

Décision 2005-PDG-0256, 2005-08-15
Bulletin de l'Autorité: 2005-09-02, Vol. 2 n° 35
A.M. 2005-22, 2005 G.O. 2, 4901

Décision 2007-PDG-0210, 2007-11-30
Bulletin de l'Autorité: 2008-01-11, Vol. 5 n° 1
A.M. 2007-09, 2007 G.O. 2, 5889

Décision 2008-PDG-0058, 2008-02-22
Bulletin de l'Autorité: 2008-03-14, Vol. 5 n° 10
A.M. 2008-06, 2008 G.O. 2, 1185

Décision 2011-PDG-0070, 2011-05-30
Bulletin de l'Autorité: 2011-07-01, Vol. 8 n° 26
A.M. 2011-02, 2011 G.O. 2, 2426

EN VIGUEUR DU 30 JUIN 2011 AU 7 DÉCEMBRE 2015